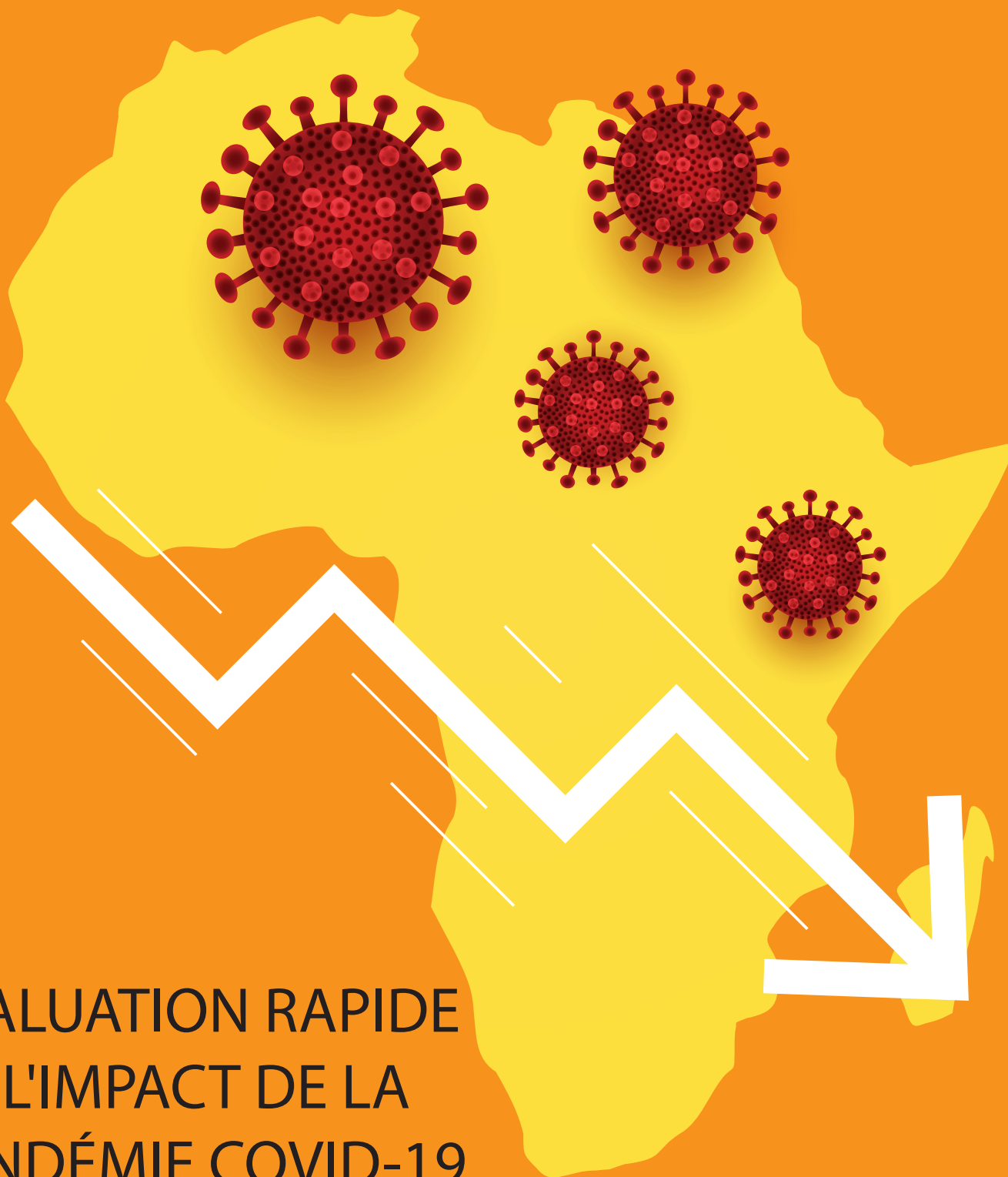




Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



ÉVALUATION RAPIDE DE L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19 SUR LES ACTIVITES DES INS EN AFRIQUE



ÉVALUATION RAPIDE DE L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19 SUR LES ACTIVITES DES INS EN AFRIQUE

Résumé

Un questionnaire d'évaluation rapide composé de sept questions a été envoyé à l'ensemble des 54 États membres de la Commission économique pour l'Afrique afin de collecter les données sur l'impact du COVID-19 sur les opérations statistiques. Trente-sept (37) instituts nationaux de la statistique (INS) ont répondu à l'enquête. Les principales conclusions se résument comme suit :

- Les opérations de collecte des données ont été considérablement affectées. Vingt-cinq pour cent (42 sur 168) des enquêtes prévues ont été interrompues ou suspendues et 48 enquêtes reportées. De plus, même là où les opérations sont en cours, des taux de non-réponse plus élevés et une faible couverture de l'échantillon sont observés. En outre, vingt-deux pour cent des activités des recensements de la population et de l'habitat planifiées ont été interrompues ou suspendues.
- Les impacts sur les habitudes de travail des INS limitent leurs ressources et leur réactivité. Les mesures de continuité des activités adoptées par les INS incluent de nouveaux horaires de travail, une présence limitée au bureau, le travail à distance et des ajustements méthodologiques. Cependant, il reste des défis à relever malgré la réponse rapide des INS.
- Une forte demande des données et des activités de soutien. Les systèmes statistiques nationaux, et en particulier les INS, sont submergés par les requêtes en données, services et informations statistiques, qui comprennent les projections des populations touchées, la visualisation des informations et les impacts socio-économiques pour soutenir et éclairer les réponses à la pandémie.

Cette enquête met en évidence un certain nombre de domaines où les pays ont besoin des soutiens supplémentaires en raison de l'impact de la crise, à savoir :

- Assistance technique et renforcement des capacités. Les INS devront ajuster rapidement leurs compétences et leurs méthodes pour s'adapter aux nouveaux défis tels que les nouvelles méthodes de collecte de données, les taux de non-réponse plus élevés et le maintien des séries chronologiques.
- Soutien financier. Les demandes accrues, l'arrêt des activités, les interruptions des activités planifiées et des éventuels réajustements budgétaires du gouvernement pour répondre au COVID-19 signifient que les INS devront s'attendre à des pressions budgétaires importantes.
- Soutien au déploiement des solutions collaboratives. Les défis des pays divergent en raison des circonstances locales, mais il existe des points communs qui nécessitent des solutions collaboratives pertinentes, méthodologiquement robustes et adaptables, et qui offrent la possibilité de moderniser les systèmes statistiques nationaux, en s'appuyant sur des technologies modernes.

Les organisations panafricaines et les partenaires devront travailler ensemble pour fournir le soutien rapide et large nécessaire. Un certain nombre d'actions sont déjà en place, dont la relance du comité africain de coordination statistique dans le but de mieux coordonner l'appui aux pays.

A. Introduction

Le monde fait face à une crise sanitaire mondiale sans précédent due à la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19). Cette pandémie ravage notre ressource essentielle - l'humanité - tuant des personnes, propageant des souffrances humaines et bouleversant la vie des personnes. La propagation du COVID-19 en Afrique augmente rapidement depuis la mi-mars. Les gouvernements mettent en œuvre diverses stratégies pour contenir la pandémie. Ces stratégies affectent les données et les statistiques requises par les utilisateurs, car les personnes censées collecter, analyser et diffuser les données pour éclairer les processus décisionnels sont affectées. Les fournisseurs des données ne sont pas non plus disponibles pour communiquer les informations. Ayant noté l'impact de la pandémie du COVID-19 sur différentes opérations statistiques, le Centre africain pour la statistique a initié des échanges avec les Directeurs généraux des Instituts Nationaux de la Statistique (INS) en Afrique pour comprendre comment les opérations statistiques sont affectées et comment cet impact peut être atténué.

Un questionnaire d'évaluation rapide composé de sept questions a été envoyé à l'ensemble des 54 Etats membres de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) pour collecter les données sur l'impact du COVID-19 sur les opérations statistiques. L'enquête avait pour objectif de comprendre l'incidence de la propagation du COVID-19 sur les activités et les opérations des INS et des Systèmes Statistiques Nationaux (SSN), sur la fourniture des données pour éclairer les actions du gouvernement pour répondre au COVID19, sur la dissémination des données et des produits statistiques, et sur les modalités de travail au sein des SSN. L'enquête visait également à partager les expériences sur les stratégies d'atténuation mises en œuvre par les INS.

Trois résultats étaient attendus de cette étude, à savoir : un résumé des problèmes rencontrés par les SSN, une synthèse des expériences sur les mesures d'atténuation mises en place par les INS pour résoudre les problèmes introduits par les différentes règles et stratégies pour inverser la courbe de propagation du COVID-19, et les appuis sollicités par les États membres pour poursuivre la production des statistiques essentielles pendant la crise COVID-19.

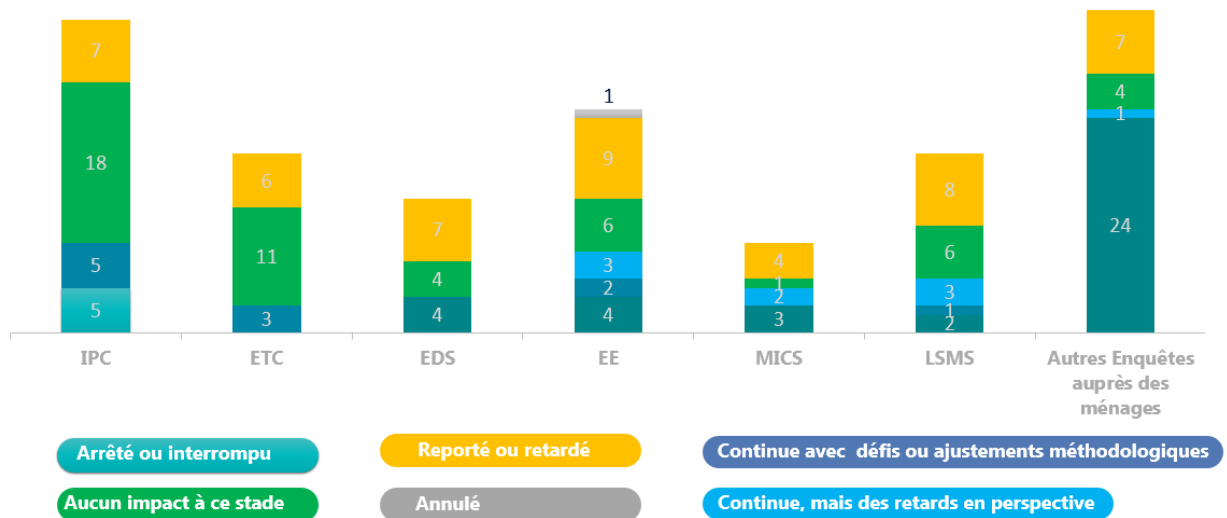
Le questionnaire a été envoyé aux pays le 31 mars 2020 et trente-sept (37) INS ont répondu à l'enquête. Le dernier questionnaire rempli a été reçu le 13 avril 2020. L'enquête donne donc la situation à cette dernière date.

B. Principaux résultats

1. Les programmes de collecte des données sinistrés

Quarante-deux (42) enquêtes ont été interrompues ou suspendues dans 15 pays, sur les 168 prévues cette année dans les pays qui ont répondu. Quarante-huit (48) enquêtes sont reportées ou retardées dans 21 pays puisqu'il n'est plus possible de collecter les données comme prévu. Ce résultat est principalement dû aux restrictions de circulation des personnes et à la distanciation sociale dans ces pays. Par conséquent, la saisonnalité de certaines enquêtes peut être affectée.

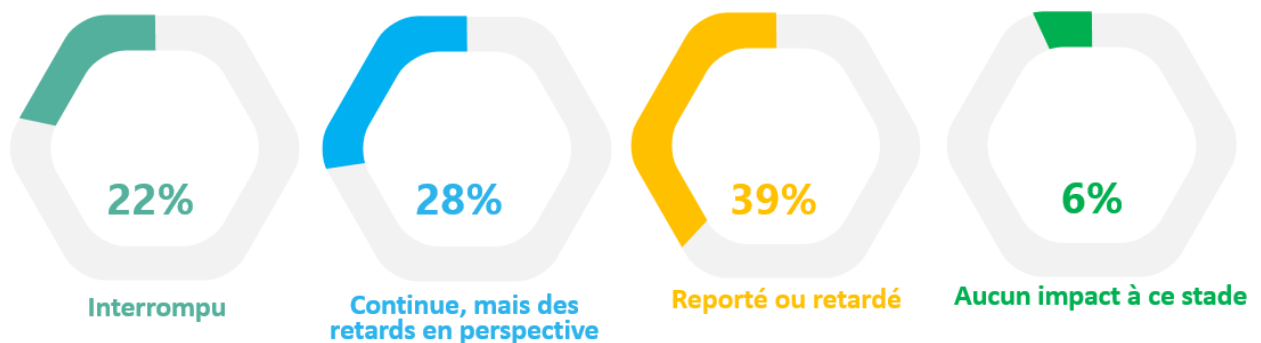
Graphique 1 : Nombre d'enquêtes prévues en 2020 par statut suite au COVID-19



Remarque : IPC : Indice des Prix à la Consommation ; ETC : Enquête Trimestrielle de Conjoncture Economiques ; EDS : Enquête Démographique et de Santé ; MICS : Enquête par grappes à indicateurs multiples ; LSMS : - Enquête sur la pauvreté - Enquête sur la mesure du niveau de vie, EE : Enquête sur l'Emploi.

Les activités des recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) ont été interrompues ou suspendues dans 4 pays et reportées dans 7 sur les 18 où des activités de recensement étaient prévues cette année. Les activités suspendues incluent la planification et la cartographie. Cette situation peut avoir un impact sur tout le processus en aval, notamment le décalage du calendrier du recensement, ce qui est déjà le cas dans 5 pays. Au Tchad et au Mali, par exemple, les activités de mobilisation des ressources ne sont pas encore achevées en raison de la présence du COVID-19.

Graphique 2 : Etat des activités des recensements de la population et de l'habitat prévues pour 2020 comme conséquence du COVID-19



De même, la préparation du recensement pilote au Botswana et la cartographie du recensement en Namibie sont perturbées. En Côte d'Ivoire, la collecte des données qui devait commencer le 20 avril est reportée à une date ultérieure. Au Burkina Faso, l'enquête post-censitaire du 5ème RGPH est reportée alors que cette enquête doit être menée dans un délai raisonnable.

Cette triste situation concerne également d'autres recensements tels que les recensements de l'agriculture, de l'élevage, économiques et des entreprises avec la suspension des travaux de terrain dans quatre pays.

2. Des systèmes statistiques résilients malgré des difficultés techniques et opérationnelles

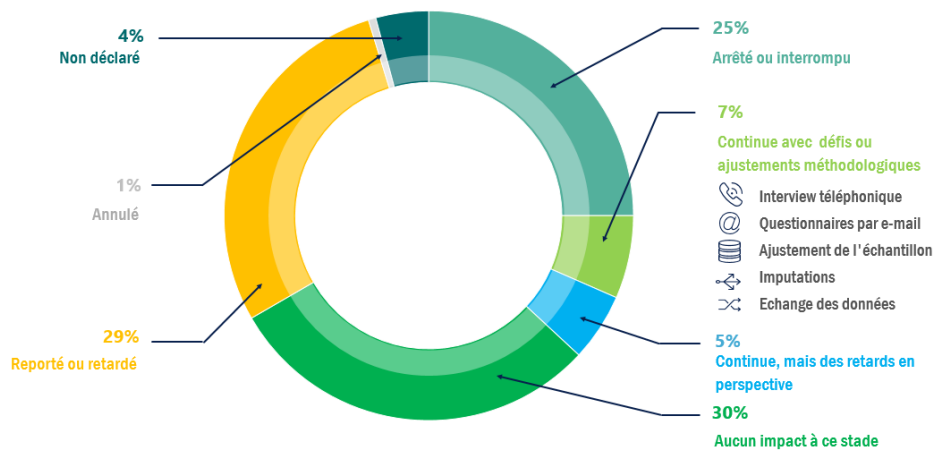
Les INS ont adopté des mesures de continuité décidées par leurs gouvernements respectifs. En cas de confinement partiel ou léger (mouvement limité des personnes), les INS ont réaménagé leurs horaires

de travail de la même manière que les autres institutions du gouvernement. En Côte d'Ivoire et au Sénégal par exemple, les nouvelles heures de travail sont respectivement de 8 h 00 à 14 h 00 et de 9 h 00 à 14 h 00. En raison des mesures de distanciation sociale, les visiteurs ne sont plus admis dans les locaux des INS ; cependant, ces derniers restent joignables par téléphone et par e-mail comme d'habitude.

Certains INS ont réduit la présence au bureau au personnel clé pour assurer les services essentiels, principalement les cadres supérieurs comme au Niger. La présence au bureau du personnel est soumise à un système de rotation dans quelques pays. En Éthiopie, seulement 10% du personnel se rend au siège de l'INS. Les autres membres du personnel travaillent à domicile. Au Bénin, toutes les activités ou réunions qui nécessitent le rassemblement de plus de dix (10) personnes sont annulées ou reportées.

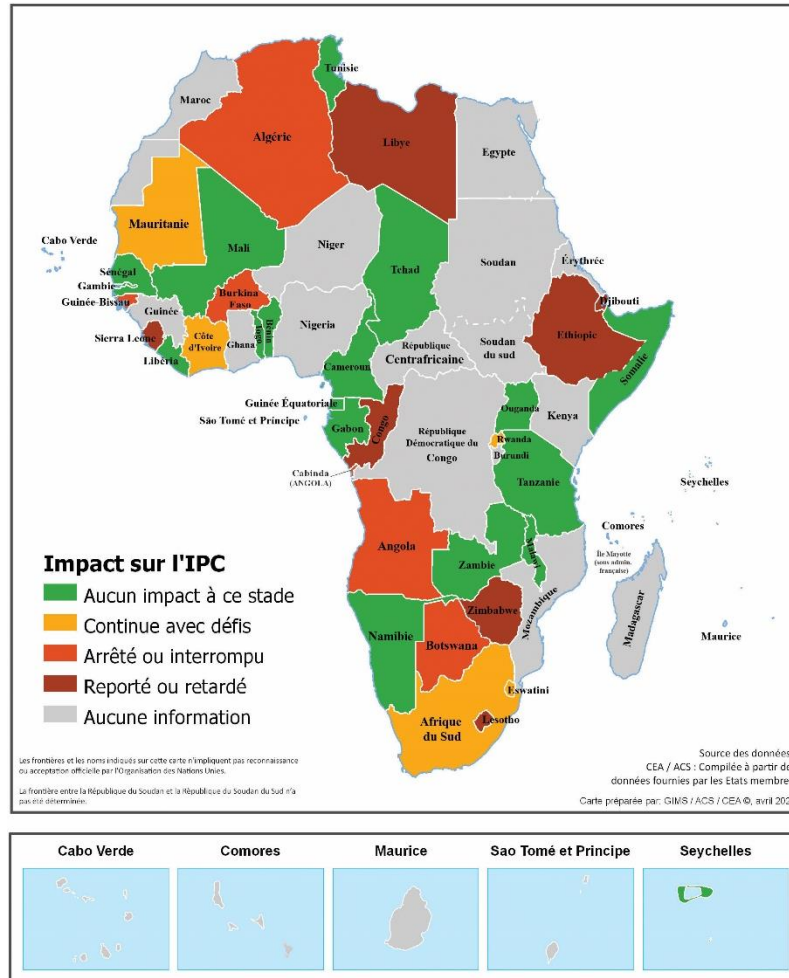
La santé et la sécurité de la population et du personnel des INS restent d'une importance primordiale et ont la priorité dans les alternatives qui sont à la disposition des instituts de la statistique. Les mesures barrières sont au cœur des réponses des INS. Au Bénin, par exemple, les personnes âgées de 50 ans et plus font du télétravail depuis le début de la crise. Les réunions sont organisées via différentes solutions en ligne pour assurer la continuité des activités. Chaque fois que ces réunions ont lieu au bureau, les règles de distanciation sociale sont respectées et le nombre de participants limité (moins de 15 au Togo et 10 au Bénin).

Graphique 3 : Statut des enquêtes prévues pour 2020 suite au COVID-19



Du côté des opérations statistiques, il convient de noter qu'une seule enquête a été annulée. Malgré les perturbations dans la mise en œuvre des programmes statistiques en raison du COVID-19, les activités de 19 enquêtes continuent leur exécution avec quelques ajustements méthodologiques et défis, et dix d'entre elles risquent d'être confrontées à de nouveaux retards. Ces dernières sont des enquêtes cycliques, telles que les enquêtes par grappes à indicateurs multiples, les enquêtes de pauvreté et les enquêtes sur l'emploi. Certaines des enquêtes sont à la phase de planification, d'autres au niveau du traitement ou de l'analyse des données et d'autres à l'étape de la diffusion. Les activités prévues à ces différentes étapes sont maintenues mais retardées ou ralenties. Les ajustements méthodologiques introduits sont le remplacement des entretiens en face à face par les appels téléphoniques à Maurice, au Sénégal et au Zimbabwe pour les enquêtes sur la pauvreté et l'emploi ; la réduction de la taille de l'échantillon dans l'enquête sur l'emploi à Maurice ; et l'imputation pour l'indice des prix à la consommation (IPC) en Afrique du Sud. Le Burkina Faso et le Botswana explorent respectivement des solutions alternatives et l'échange électronique des données pour l'enquête trimestrielle de conjoncture économique. Les défis méthodologiques concernent principalement l'IPC, plusieurs magasins et marchés étant fermés.

Graphique 4 : Impact du COVID-19 sur la collecte des données de l'indice des prix à la consommation (IPC)



Cinquante (50) enquêtes prévues cette année dans 26 pays n'ont pas encore été significativement affectées par les mesures mises en place par les gouvernements pour contenir la pandémie. Dix-huit (18) de ces 50 enquêtes sont des collectes de données pour l'IPC. Les principales raisons sont que les données ont déjà été collectées dans certains cas avant la mise en œuvre des mesures prises par les gouvernements ou que la collecte des données est prévue plus tard dans l'année. Les 26 pays n'étaient pas à un stade où les perturbations pouvaient affecter de manière significative ces enquêtes. Cependant, la collecte des données pour les enquêtes cycliques ou répétitives comme l'IPC peut être confrontée à de sérieuses perturbations pendant le mois en cours et le prochain si la crise continue. De même, sept (7) recensements dans 6 pays n'ont pas encore été affectés par le COVID-19. Parmi ces recensements, trois sont des recensements économiques et des entreprises et trois autres sont liés à la production des ensembles de données géo-spatiales fondamentales et thématiques.

3. Fortes demandes sur les Systèmes Statistiques Nationaux

Les systèmes statistiques nationaux, et en particulier les INS, sont submergés par des demandes de données et d'informations statistiques sans cesse croissantes qui sont utilisées dans la réponse des pays à la pandémie, y compris pour faire des projections et évaluer l'impact des mesures prises jusqu'à présent. Par ailleurs, l'enquête a montré que les INS sont en charge de la conduite des études sur l'impact socio-économique du COVID-19 dans 12 pays. Les INS soutiennent également la cartographie du COVID-19 dans deux autres pays à savoir l'Afrique du Sud et la Namibie. En Namibie, le soutien couvre la cartographie de la propagation du virus. L'Institut de la Statistique Sud-Africain

aide à la surveillance des patients suspects et à analyser comment les déplacements non autorisés affectent la propagation de la maladie. La plupart des demandes émanant de partenaires et d'institutions externes concernent les données et les informations sur l'impact de la crise. Les INS soutiennent également la cartographie de COVID-19 dans certains pays.

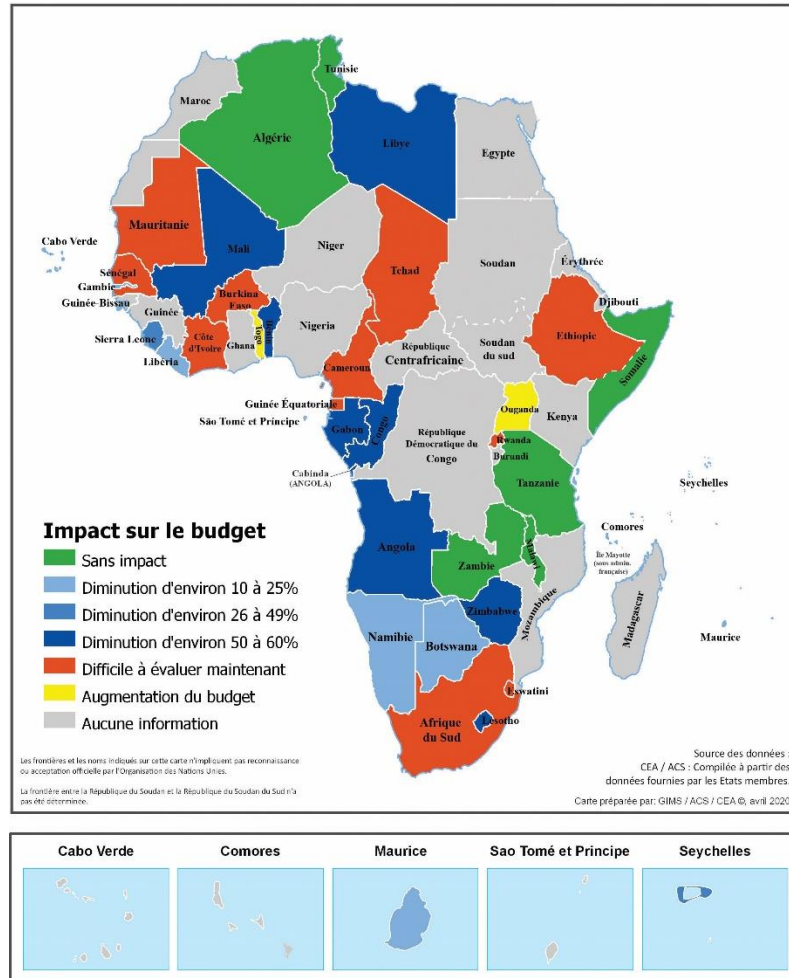
4. Diverses questions nécessitant une adaptation pour assurer la qualité des statistiques pendant le COVID-19

Implications méthodologiques et financières dues à l'interruption des opérations statistiques à des étapes cruciales. Au Burkina Faso, l'enquête post-censitaire était sur le point de commencer lorsqu'elle a été interrompue. Cette enquête devrait être effectuée dans un délai raisonnable après la fin de la collecte des données du RGPH pour garantir la qualité des données du recensement. En raison du couvre-feu imposé à l'échelle nationale depuis le 20 mars, l'enquête peut ne plus avoir lieu pendant la période définie par les normes. Cette question méthodologique s'ajoute à d'éventuels coûts financiers générés par la formation ou la mise à jour des connaissances des agents de terrain puisque la composition des équipes peut changer d'ici la fin de la pandémie. Cette implication financière est également entrevue pour le RGPH en Côte d'Ivoire, car la collecte des données était sur le point de commencer quand elle a été suspendue. Au Malawi, l'enquête par grappes à indicateurs multiples était achevée à plus de 70 à 75% et l'enquête intégrée sur les ménages était sur le point de s'achever lorsque la collecte des données a été interrompue. Le pays réfléchit maintenant à différentes options pour produire les résultats finaux sur la base des données déjà collectées ou pour compléter les enquêtes dès que la situation se sera stabilisée.

Taux de non-réponse élevé et faible couverture de l'échantillon. Les taux de non-réponse ont augmenté pour les enquêtes qui sont passées des entretiens en face à face aux appels téléphoniques, principalement en raison des difficultés à joindre les répondants. La principale difficulté pour les enquêtes en face-à-face traditionnelles est liée aux préoccupations concernant les problèmes de sécurité car les répondants se protègent contre le virus. Le problème de couverture de l'échantillon est principalement observé pour la collecte des données de l'IPC car plusieurs points de vente sont fermés, et il est difficile de collecter les données sur tous les articles du panier.

Augmentation des tensions budgétaires dans les INS. Quatre pays ont exprimé des contraintes budgétaires non liées au COVID-19 qui ont affecté cinq enquêtes et recensements. Ces tensions de trésorerie pourraient s'aggraver considérablement cette fois en raison du COVID-19 avec des conséquences négatives pour d'autres opérations statistiques dans ces pays. Onze (11) Chefs des INS n'envisagent pas de coupes budgétaires cette année et 15 prévoient une réaffectation budgétaire au niveau du gouvernement qui réduirait les ressources des INS dans une fourchette de 10 à 60%. En outre, peu de Chefs des INS s'attendent à une augmentation du budget pour les activités statistiques en raison de la forte demande en données épidémiologiques des gouvernements pour éclairer la planification et la prise de décision.

Graphique 5 : Possibles conséquences du COVID-19 sur le budget des INS



5. Supports spécifiques sollicités par les pays

L'assistance technique et le renforcement des capacités sont d'une importance capitale. La crise du COVID-19 est survenue si rapidement que les pays n'ont pas eu le temps de se préparer aux changements imposés. La situation a obligé de nombreux instituts nationaux de la statistique à s'ajuster rapidement pour s'adapter aux nouveaux cadres de travail. Les solutions adoptées devront être déployées pour leur effectivité. D'un autre côté, les pays ont besoin de conseils sur les moyens d'ajuster les indicateurs statistiques aux changements apportés par la crise et les moyens de réaligner leurs programmes. Le soutien et l'assistance technique des organisations panafricaines et des partenaires au développement devrait également servir à fournir des conseils sur les techniques permettant d'évaluer les impacts sociaux, environnementaux et économiques du COVID-19. En plus, des initiatives telles que le développement des données administratives nécessitent des conseils et un appui pour réussir dans les pays.

Le soutien financier est essentiel. Le ralentissement économique qui accompagne les mesures visant à contenir le COVID-19 entraînera une diminution des recettes publiques et la capacité des administrations publiques à respecter les dépenses budgétaires prévues. Les instituts de la statistique en souffriront également tout en étant obligés d'effectuer des dépenses supplémentaires pour lutter contre le COVID-19 telles que l'acquisition des désinfectants et des outils de protection, et autres dépenses liées aux conditions de déplacement et à l'adoption d'autres méthodes. Les nouvelles conditions de travail nécessitent des infrastructures pas encore acquises, comme des ordinateurs

portables et un bon accès à Internet. Les pays qui envisagent de créer un centre d'appels pour mener des entretiens téléphoniques devront investir dans le matériel adéquat. Pour certains pays, les aides financières externes peuvent participer à compléter l'action du gouvernement, d'autres y voient un investissement essentiel pour des systèmes de production statistique plus robustes et modernes, y compris le développement des données administratives et l'exploitation des technologies modernes et de la science des données.

Le soutien au déploiement des solutions collaboratives est vital. Ces solutions comprennent la conception et la mise à disposition d'une plate-forme en ligne pour l'échange, l'organisation et la conduite des discussions pertinentes et l'élaboration des réponses méthodologiques aux défis rencontrés par les instituts nationaux de la statistique. Bien que les défis des pays puissent diverger en raison de leur situation et de leur structure nationales, ils ont également des points communs qui recommanderaient de conjuguer leurs efforts pour trouver des solutions adaptées aux conditions des pays africains et méthodologiquement solides et adaptables. De plus, il est attendu que ces solutions s'appuient sur des technologies modernes.

Graphique 6 : Les besoins des pays face aux défis posés par la crise du COVID-19



C. Conclusion

Les systèmes statistiques n'étaient pas préparés à faire face à la situation créée par la crise du COVID-19 qui a perturbé les activités statistiques partout. Malgré la situation, plusieurs systèmes statistiques nationaux du continent ont fait preuve d'une grande résilience grâce à de nouvelles modalités de travail et à des ajustements méthodologiques. La crise étant toujours en cours, les pays doivent être soutenus plus que jamais dans leurs initiatives.

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a créé une plate-forme en ligne pour l'échange de connaissances et le partage d'expérience pour la communauté statistique africaine. La plateforme est un forum de discussion sur des sujets d'intérêt et d'échange de solutions pour aider à rassembler des solutions sur la façon de traiter des problèmes spécifiques et les défis méthodologiques. La plateforme contiendra des informations sur les meilleures pratiques d'autres systèmes statistiques dans le monde. La CEA explore des partenariats avec des institutions de recherche pour répondre aux demandes de données par le biais des méthodes d'estimation spécifiques en l'absence de recensement de la population et de l'habitat. La Commission organise, en collaboration avec d'autres organisations panafricaines, des réunions virtuelles avec les pays pour discuter de l'adaptation aux changements introduits par le COVID-19 et partager les expériences. La CEA prépare également des directives en

collaboration avec les principales parties prenantes sur la façon de relever les défis posés par la pandémie sur la collecte des données de l'IPC et dans d'autres domaines. En outre, un forum d'échange comprend également des expériences de discussion et des pratiques d'utilisation des enquêtes par téléphone et sur le Web, y compris la collecte de données pour l'IPC.

Dans le même esprit, la Commission de l'Union africaine a organisé une réunion virtuelle avec les pays du Maghreb pour partager les défis et les bonnes pratiques en matière de collecte de données et de calcul de l'IPC pendant le confinement. La Banque africaine de Développement a entamé une discussion proposant une solution pour poursuivre la production des données de qualité sur les prix de comparaison internationale. L'Organisation internationale du Travail a élaboré une note technique destinée aux instituts nationaux de la statistique sur l'approche méthodologique à adopter en cas de perturbations des opérations sur le terrain provoquées par les différentes mesures prises pour limiter la propagation du COVID-19. Enfin, une réunion extraordinaire du comité africain de coordination statistique a eu lieu à la mi-avril 2020 pour coordonner le soutien des organisations panafricaines et partenaires aux pays pour plus d'efficacité.

Pour plus d'informations :

Léandre NGOGANG WANDJI (M.)

Centre africain pour la Statistique

Menelik II Ave, B.P. 3001, Addis Abéba, Ethiopie

ngogangwandji@un.org

D. Annexes : Tableaux récapitulatifs

Annexe 1 : Statut des enquêtes prévues pour 2020 suite au COVID-19 (N = 37)

| | IPC | ETC | EDS | EE | MICS | LSMS | Autres Enquêtes auprès des ménages | Total |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------------|------------|
| Arrêté ou interrompu | 5 | 0 | 4 | 4 | 3 | 2 | 24 | 42 |
| Continue avec défis ou ajustements méthodologiques | 5 | 3 | | 2 | | 1 | | 11 |
| Continue, mais des retards en perspective | | | | 3 | 2 | 3 | 1 | 9 |
| Aucun impact à ce stade | 18 | 11 | 4 | 6 | 1 | 6 | 4 | 50 |
| Reporté ou retardé | 7 | 6 | 7 | 9 | 4 | 8 | 7 | 48 |
| Annulé | | | | 1 | | | | 1 |
| Non déclaré | | 3 | 1 | 1 | | | 2 | 7 |
| Total | 35 | 23 | 16 | 26 | 10 | 19 | 38 | 168 |

Remarque : IPC : Indice des Prix à la Consommation ; ETC : Enquête Trimestrielle de Conjoncture Economiques ; EDS : Enquête Démographique et de Santé ; MICS : Enquête par grappes à indicateurs multiples ; LSMS : - Enquête sur la pauvreté - Enquête sur la mesure du niveau de vie, EE : Enquête sur l'Emploi

Annexe 2 : Statut des recensements prévues pour 2020 suite au COVID-19 (N = 37)

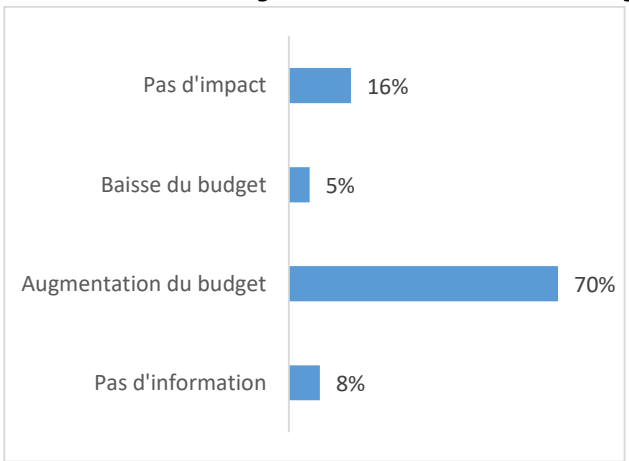
| | RGPH | Recensement économique / d'entreprise | Recensement agricole | Recensem ent du bétail | Géospatial | Recensem ent de l'éducation | Total activites de recenseme nts |
|---|-----------|---|-------------------------|------------------------------|------------|-----------------------------------|---|
| Interrompu | 4 | 4 | 2 | | | | 10 |
| Continue, mais des retards en perspective | 5 | | | | | | 5 |
| Aucun impact à ce stade | 1 | 3 | | | 3 | | 7 |
| Reporté ou retardé | 7 | 11 | 1 | 1 | 1 | 1 | 22 |
| Non déclaré | 1 | 3 | | | | | 4 |
| Total | 18 | 21 | 3 | 1 | 4 | 1 | 48 |

Remarque : RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

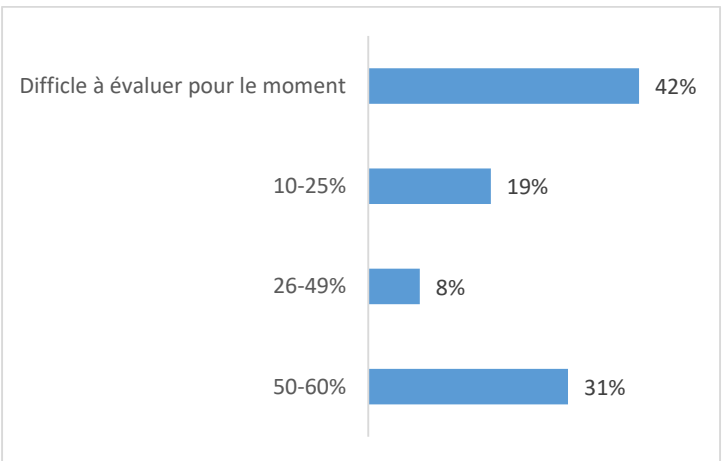
Annexe 3 : Les pays et leurs besoins (N=25)

| Type de soutien sollicité | Pays demandeurs |
|--|---|
| Approches adaptatives de collecte de données, y compris des interviews sur Internet et par téléphone | Angola, Botswana, Cameroun, Sénégal, Somalie, Afrique du Sud |
| Plaider ou fournir un soutien financier pour acheter des fournitures et des services adaptés | Benin, Botswana, Cameroun, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, Gambie, Gabon, Guinée-Bissau, Lesotho, Malawi, Mali, Sénégal, Somalie, Sierra Leone, Ouganda, Zimbabwe. |
| Assistance technique / renforcement des capacités | Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Congo, Gambie, Lesotho, Libye, Ile Maurice, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Ouganda, Zimbabwe, |
| Ajustements méthodologiques, y compris pour les recensements | |
| Évaluation de l'impact social et économique | Gabon, Mauritanie, Tanzanie, Ouganda |

Annexe 4 : Changements envisagés dans les budgets des INS



Impact possible dans l'allocation budgétaire (N=37)



Ampleur d'une possible baisse du budget (N=26)